

15, passage Dubcaill, Paris
ABONNEMENTS
France, 1 an 22 fr.
— 6 mois 11 fr.
Etranger, 1 an 40 fr.
— 6 mois 20 fr.
Compte Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris

La Lutte Ouvrière

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

Les 200 familles
100
pour "Paris-Soir"
100
pour "Ce Soir"

La "pause" pour les Trusts ? Par le Contrôle Ouvrier ! La "pause" pour les Fascistes ? Par la Milice Ouvrière !

Les discours sur la pause continuent. Blum, Flandin, Paul Reynaud ont échangé quelques politesses, ont desserté sur la reprise. Cette controverse passe au-dessus de la vérité, que ni les représentants du capital Flandin et Reynaud, ni le chargé d'affaires provisoire du régime capitaliste, Blum, n'osent exprimer ouvertement. Les mandataires du capital ne veulent pas avouer que la « reprise » existe pour les gros capitalistes. Ils ne veulent pas avouer que le gouvernement Blum par les « nationalisations », a enrichi les marchands de canoas, de plusieurs dizaines de millions, que la dévaluation a gonflé le budget des grosses banques, que l'indice officiel du profit pour la Haute Industrie a augmenté de plus de 17 %, et que les 200 familles, ainsi qu'en témoigne l'indice des actions de la Banque de France ont augmenté leur profit de 25 %.

Cela, Blum non plus, ne peut l'avouer car ça ne figure pas dans le programme de Front populaire. Ce qu'il ne peut davantage reconnaître, car cela non plus n'était pas dans le programme, c'est que l'indice du pouvoir d'achat des paysans, malgré la réévaluation, et à cause de l'augmentation du coût de la vie, a baissé de 1 % ; que les chômeurs ont leur capacité de consommation diminuée d'au moins 15 %, que les fonctionnaires, dans leur pouvoir d'achat, malgré l'abrogation des décrets-lois, et à cause du coût de la vie, se voient diminués de 10 %, les petits rentiers de 12 %, et les ouvriers augmentés de 15 % ; subsistent une hausse du coût de la vie de 30 à 40 %.

Voilà des faits sur lesquels Blum et Thorez (qui a fait un nouveau bilan académique) se taisent. Mais les ouvriers, les chômeurs, les paysans, les petits rentiers, les petits commerçants, les fonctionnaires, eux ne se taisent pas. Ils ne laisseront pas prendre à la démagogie fasciste qui tente d'exploiter leur mécontentement, car les fascistes au pouvoir en Italie et en Allemagne ont fait pire pour briser les masses travailleuses et consolider les profits capitalistes.

Mais il faut souligner que tandis que le vote de confiance des radicaux, socialistes, « communistes », approuve la pause, les gros capitalistes eux ne font pas la pause, et la canaille fasciste non plus. On observe à la faveur du mécontentement des classes moyennes que la haute Banque et la haute Industrie ont écrasées, par les récentes manœuvres de spéculation déchaînées sous le prétexte « des lois sociales », une recrudescence de l'agitation du P.P.F. et du P.S.F. Dans les quartiers de Paris, dans les Ardennes, à Sidi-bel-Abbès, les provocations armées de ces chiens de garde des deux cents familles reprennent.

Les masses travailleuses s'impacientent. Dans les récentes consultations électorales, elles expriment leur volonté d'en finir avec les demi-mesures et le statu-quo et votent pour les « communistes », croyant voter pour « que ça change », dans un sens plus hardi. Dans le 19^e, en particulier le radical s'effondre et passe de 4.438 à 1.620 voix, les extrêmes grossissent. C'est le signe que les masses se préparent, avec une conscience encore confuse au conflit inéluctable, et que la grande bourgeoisie s'y prépare aussi. Mais les « communistes » font tout pour empêcher la lutte.

Imposer « la pause aux trusts », Maurice Thorez ? Oui par l'organisation des comités d'usine, pour imposer le contrôle ouvrier, des comités de quartier contre la vie chère pour imposer par l'action de masse sur les grands magasins la diminution des prix des denrées.

Imposer « la pause aux fascistes », M. Vaillant-Couturier ? Oui, mais pas avec la politique de la main tendue, pas avec les dissolutions sur le papier. On leur imposera la pause, en constituant des milices ouvrières, pour les dissoudre effectivement.

Mais cela c'est du « trotskysme » Et vous n'en voulez pas !

Les ouvriers communistes que vous trompez par vos abjectes diffamations, eux en voudront, et avec nous ils casseront la gueule aux fascistes et exproprièrent les expropriateurs !

LE FAIT de la semaine "Ce Soir"

S'il s'agissait vraiment d'un quotidien d'information du soir, qui reprendrait la tradition abandonnée par l'Humanité, on ne pourrait que se réjouir. Mais un tel quotidien, ne pourrait vivre qu'appuyé sur les sacrifices constants de la classe ouvrière. Malheureusement, il s'agit, avec Ce Soir, d'une imitation, non seulement matérielle et technique mais politique de Paris-Soir.

Quelle différence profonde ? Pour combattre la presse qui ment, on crée un autre journal qui ment. Et avec quelle collaboration ! Sous la direction de deux communistes (sic) MM. Aragon et Richard Block, se trouve une équipe de jeunes journalistes qui ont déjà fait carrière dans les journaux réactionnaires et fascistes.

Dans ce journal d'information « bien parisien » et « bien français », il n'est pas question si non par accident de la classe ouvrière et de sa politique.

Ainsi M. Aragon, staliniste applique la ligne de conduite qu'il a tracée dans son rapport du dernier congrès de la culture : « Les écrivains doivent se « dépolitiser », mais en même temps ils doivent soutenir le gouvernement ».

« Abêtissez-vous » tel est en somme le mot d'ordre de ces « maîtres » de la « culture » et de « l'information ».

Sans doute Ce Soir sera également un journal antitrotskyste par la plume de ses collaborateurs réactionnaires.

Il aura un envoyé spécial convaincu d'avance au prochain procès de Moscou.

Et d'où vient l'argent ? N'est-ce pas l'argent de M. Patenôtre, rival du trust Paris-Soir de Prouvost ?

La dévaluation aura eu du bon pour MM. les chefs stalinistes.

Et Charlie Chaplin confirme qu'il est un grand comique en félicitant dans un télégramme les « propriétaires » du nouveau quotidien.

Il s'agit bien en effet d'une question de propriétaires.

A Lyon Vaillant-Couturier provocateur patriote fait assommer les Trotskystes

Lyon, 1^{er} Mars. — Des incidents ont failli se produire vendredi soir, alors que nous étions allés au meeting de Vaillant-Couturier à Lyon. Notre camarade Colliard est monté à la tribune pour porter la contradiction, au milieu d'une salle comble et déchaînée par les paroles provocantes de P. V. C. nous insultant de traitres et d'assassins et essayant de prouver par A plus B que nous étions les agents de la Gestapo.

Colliard put parler un quart d'heure et le contredit sur les points essentiels. Farieux, P. V. C. déchaîna la salle. Ce fut la chasse, la ruée de centaines de fanatiques contre nous. Trois camarades furent frappés et l'un d'eux avait le visage ensanglanté. Voilà où conduisent les provocations de M. P.V.C. Mais ces meurtres de nervi ne feront qu'augmenter le courage des travailleurs.

Voici quelques renseignements complémentaires qui nous parviennent à la dernière minute : Vaillant-Couturier a interrompu constamment notre camarade Colliard, en excitant la salle.

Il a déclaré, lui qui tend la main aux curés et aux croix de feu : « Il faut, à partir d'aujourd'hui, que ce soit la dernière fois qu'un trotskyste, agent d'Hitler, prenne la parole dans une réunion ouvrière ». Il provoqua une bagarre d'une extrême violence à la sortie, et nos camarades ont été frappés et blessés. Les adversaires des coups physiques contre les fascistes frappent brutalement les ouvriers trotskystes.

Mais fort heureusement, des travailleurs, se rangèrent spontanément à nos côtés et nous protégèrent. Ces travailleurs ont pu apprécier le sens du procès de Moscou et de la politique staliniste.

A Dôle Le « Président Duclès » aux prises avec les Trotskystes

Duclès est venu défendre, devant 2.000 personnes, sa politique. Notre camarade Colliard lui apporta la contradiction, malgré les hurlements des fanatiques. Son argumentation porta et une partie de la salle réagit contre l'obstruction. Un socialiste courtis et un membre du P. C. firent des interventions contre Duclès (quoique non trotskystes) qui firent une grande impression. Duclès bafoilla de rage dans sa réponse. Il attaqua à fond le P. O. U. M., ce qui ne porta pas. Il attaqua personnellement nos militants dont Naville. Plusieurs bons camarades communistes et socialistes s'orientèrent vers les idées de la IV^e Internationale et du P. O. I.

LA 4^e INTERNATIONALE se développe en Indo-Chine Vive le Congrès des Comités d'Action

On nous écrit :

Le mouvement de la IV^e Internationale se développe à pas de géant. Les Staliniens reconnaissent notre supériorité idéologique sur eux ; ils n'osent pas affronter la discussion avec nous sous prétexte que nous sommes des intellectuels (sic).

C'est notre début titannique, nous commençons à avoir de l'influence sur les paysans.

Nous avons traduit en langue indigène : « Les problèmes de la révolution allemande », L. T. ; « La IV^e Internationale et l'U. R. S. S. » ; « La IV^e Internationale et la guerre », lettre ouverte aux membres du Parti communiste.

Notre camarade a rédigé la proclamation

Pour avoir rossé les fascistes, un Trotskyste écope 3 mois de prison !

Notre camarade Georges, de la 3^e cellule J.S.R. est à la Santé depuis le 25 janvier, il a été arrêté le dimanche 24 à la bagarre de la place St-Ambroise contre les vendeurs de journaux fascistes.

Tout le dimanche on l'a gardé au car de la place Voltaire et le lundi matin on l'a descendu au dépôt. De là il fut transporté à la Santé, puis au Palais de Justice où il atrapa trois mois de prison pour avoir frappé un vendeur de journal fasciste et bousculé un agent !!

Notre camarade a fait appel du jugement, mais est toujours à la Santé !

Exigeons la libération immédiate de notre camarade !

Amnistie ! Amnistie ! pour les révolutionnaires !

Pour les 10.000 francs Souscrivez !

Dans notre dernier numéro nous avions demandé un effort particulier à nos amis et nos sympathisants. Il nous fallait 500 francs dans la semaine. Nous avons reçu :

625 francs
Il faut continuer cet effort, sans répit. Dans la période difficile que nous traversons, c'est vous camarades sympathisants qui devez nous soutenir sans défaillance, vous qui n'êtes pas mêlés dans la bataille quotidienne...
Si au début de ce mois, 25 sympathisants nous envoyaient chacun 20 francs à la Lutte, nous aurions 500 francs à la fin de la semaine ! Camarades, pas de négligence criminelle.

Souscrivez ! Souscrivez !

NOTRE SOUSCRIPTION

Total des listes précéd.	2.360 fr.
Un postier qui lâche Staline pour Trotsky	5 »
Un tiers de ma paye pour la IV ^e Inter. R. Flory...	50 »
Marcel S. Asnières	10 »
Un groupe de métallos	55 »
Deux gars du bâtiment « pour que les trotskystes fassent la révolution »	10 »
Un cheminot révoqué	5 »
Liste de souscript. versée par Georges	156 »
Un sympathisant. 200 francs	
Liste de souscript. versée par Jacqueline	44 »
« Vive la révolution mondiale, vive Trotsky ! »	50 »
Anonyme	50 »
Total général	2.995 »

MM. les fascistes s'agitent... Comment les faire taire ?



LES MENACES DU FASCISME

Le Parti Social Français (P.S.F.), issu des organisations Croix de feu, a pour président le comte de La Rocque, son vice-président était l'aviateur Mermoz.

Le P.S.F. dans Le Flambeau, se pose comme le champion de la réconciliation française.

Représentant des plus qualifiés des intérêts du grand capital français, il affecte en digne émule d'Hitler et des nazis en Allemagne, des allures anti-capitalistes. Il critique les trusts et les monopoles, auxquels en fait il s'associe et qui leur fournissent l'essentiel de leur fonds de propagande.

La pratique vis-à-vis des classes moyennes, une démagogie facile dans le but de les arracher à l'influence du prolétariat. Il présente maintenant un plan de revendications ouvrières et s'efforce de convaincre les ouvriers de l'inutilité des grèves et des luttes économiques en prétextant la vie chère inévitable qui annule la hausse des salaires. C'est là, la vieille argumentation patronale, que l'on répète depuis 50 ans, alors que tous les faits démontrent le contraire. On invoque même à ce sujet « l'autorité » du petit bourgeois Proudhon.

Ce qui est vrai, c'est que seule une lutte de classe intransigeante est capable d'imposer au patronat, des augmentations de salaires, et la vie chère ne peut être enrayerée que dans la mesure où la classe ouvrière s'organise en vue de contraindre le patronat à une diminution de ses profits.

Pour que les avantages acquis, se consolident définitivement il faut que les ouvriers s'engagent dans la voie de la solution révolutionnaire de la crise économique.

Organisant des milices ouvrières armées, seules capables d'écraser par la force, les milices fascistes qui continuent à se développer et à constituer leurs dépôts d'armes.

Cette politique, ce n'est pas celle de la main tendue au « camarade croix de feu », ni celle de la réconciliation française pratiquée par les dirigeants communistes. Cette politique d'équivoque et de confusion, pratiquée par le Front populaire ne peut conduire qu'à démoréaliser et engourdir la classe ouvrière.

L'alliance avec les couches moyennes, ne peut se sceller qu'à la condition que le prolétariat par une lutte intransigeante, se montre capable de défendre efficacement leurs intérêts contre le grand capital.

Y opposer toute la puissance, dont est actuellement capable le prolétariat français. Faute de quoi, la politique de compromis et de capitulation que mènent actuellement les organisations ouvrières, facilite et aide à la démagogie fasciste. Pour mener, une telle lutte, seule conséquente, assurant seule une situation convenable et durable à la classe ouvrière et aux classes moyennes, repoussant seule les dangers de guerre, de plus en plus redoutables. Il faut au prolétariat une arme essentielle : Un Parti révolutionnaire en France ; Une nouvelle Internationale : la IV^e Internationale. Cette tâche est maintenant de la plus grande urgence. C'est à cette tâche, que nous appelons tous les révolutionnaires conséquents, tous les ouvriers d'avant-garde qui comprennent la gravité de la situation présente et sont décidés à y faire face.

Chassons les fascistes d'Algérie

Alors que le gouvernement Blum s'empresse de dissoudre l'organisation ouvrière l'« Etoile Nord-Africaine », les fascistes poursuivent librement en drame leur offensive violente. Tout dernièrement, à Bel-Abbès, ils provoquèrent de violentes bagarres, assommant les vendeurs des journaux du Front populaire, tirant sur la foule. L'abbé Lambert, maire d'Oran, président du rassemblement fasciste, utilise publiquement sa fonction officielle pour lancer dans la presse des appels à la mobilisation fasciste en Oranie. Tout cela impunément. Une fois de plus la politique du gouvernement Blum est clairement orientée : lorsqu'il s'agit d'étouffer un courant révolutionnaire, des décisions rapides, immédiatement applicables, sont prises, on fait jouer tout l'appareil de répression de l'Etat. Par contre, on couvre la propagande et les agissements fascistes. C'est à leur égard le régime de l'impunité et de la lenteur. Actuellement l'abbé Lambert, la clique à Doriot, préparent en Oranie et dans toute l'Algérie une mobilisation fasciste.

Evidemment, ce maire-là reste maire et la dissolution n'existe pas pour le P. P. F. Ce danger est d'autant plus grand qu'à la presse fasciste « L'Humanité » oppose actuellement une surenchère nationaliste. Il est urgent que les ouvriers révolutionnaires reprennent la lutte côte à côte avec les ouvriers et paysans indignés contre la démagogie fasciste. L'action révolutionnaire, le front unique prolétarien. Par des actions de masse, imposer une Assemblée constituante en Algérie, où démocratiquement les délégués ouvriers et paysans algériens décideront de leur propre sort.

QUATRIEME INTERNATIONALE la revue théorique mensuelle EST PARUE

Sommaire
Y a-t-il reprise économique en France ?
Le procès de Novosibirsk.
Les avocats des assassins : Brandier et Talheimer au travail.
La vie et la mort de Paul Lafargue (documents).
Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique (Léon Trotsky).
Qu'est-ce que l'objectivité historique ? par L. Trotsky.
Sur la question juive (Léon Trotsky).
Documents du P.O.I. : Résolution sur le nouveau parti. Charte politique et statuts.
Le numéro de 32 pages : 2 fr. Passez commande à Naville : C.C.P. 1333-30 Paris.

LES LUTTES INTERNATIONALES

EN ESPAGNE

Pour gagner la guerre par la Révolution Socialiste

Le ministre anarchiste de l'Industrie écrivait récemment dans « Politica » (Madrid) : « Notre triomphe dépendait et dépend de l'Angleterre et de la France, mais à condition de faire la guerre et non la révolution. Le chemin à suivre est le suivant : faire la guerre, et pendant que l'on fait la guerre se limiter à préparer la révolution ». La « Batalla », commentant cette position, écrit : « Le ministre de la C. N. T. s'identifie pleinement avec la position réformiste ». Il n'est guère possible de définir mieux la politique préconisée et appliquée par les staliniens. La révolution a été faite. Les ouvriers, les armes à la main, ont repoussé les bandes fascistes. Les ouvriers ont d'eux-mêmes contrôlé les usines, les moyens de transports. Les couches avancées de la paysannerie ont commencé à collectiviser les terres. Par l'absence d'un parti révolutionnaire les ouvriers n'ont pas su en même temps abattre ce qui restait du vieux appareil d'Etat capitaliste et mettre la main sur les banques, gardées par les troupes de la petite bourgeoisie. Cela a permis à cette dernière de respirer et de reprendre des forces. Les impérialismes anglais et français veulent bien évincer l'Allemagne de la Méditerranée, mais ils préfèrent encore sa présence à une révolution ouvrière qui les menacerait dans leur domination de classe. Alors la petite bourgeoisie catalane, secondée par les staliniens et les ministres anarchistes, depuis des semaines s'emploie à reprendre aux ouvriers tout ce qu'ils avaient conquis dans les premiers jours de la révolution, à rétablir leur contrôle, à tout remettre dans l'ordre et la « démocratie » capitaliste. Cela ne va pas cependant sans heurt, nous l'avons vu. Aujourd'hui, cette protestation des ouvriers révolutionnaires se traduit dans la presse de la C. N. T. par l'affirmation qu'au moment même où on lutte sur le front on doit faire un travail révolutionnaire à l'arrière. Parfait, mais il serait urgent de passer des paroles aux actes. Encore une fois, la victoire militaire exige un tournant rapide à l'intérieur, une nouvelle offensive de la révolution prolétarienne.

Depuis longtemps déjà les staliniens avaient fait décider la militarisation des milices, c'est-à-dire le retour au vieux code militaire, le passage du terrain prolétarien à l'ancien contrôle de l'Etat capitaliste. En Catalogne, cette opération était restée en suspens. A la suite de la défaite de Malaga, les réformistes et les staliniens ont imposé à la Généralité l'application de la militarisation des milices sous la forme d'une armée dite populaire. Le P. O. U. M. a lancé un manifeste contre cette opération et pour la formation d'une armée régulière révolutionnaire du prolétariat. Il fait remarquer que les décrets parlent de la guerre comme d'une guerre « nationale » et d'une armée « neutre » ! La loi de la militarisation supprime les comités de miliciens et les remplace par des commissaires de guerre nommés par « les autorités compétentes », c'est-à-dire des délégués bureaucratiques. Cela donne son plein sens social à cette loi.

Pendant ce temps, la campagne de diffamation contre le P. O. U. M. continue. Cependant, de plus en plus, les ouvriers catalans et les masses travailleuses se prononcent contre les méthodes inqualifiables du stalinisme. Le conseil municipal de Tarragone, une des villes les plus importantes, condamne la campagne de diffamation menée contre le P. O. U. M. La « Batalla » reçoit chaque jour des communications de protestation émanant de nombreux conseils municipaux et provinciaux. A ces conseils se trouvent souvent des militants de base du P. S. U. C., le parti stalinien, qui protestent contre la politique de leur parti.

Contre le blocus ! Manifestations de rue

Péri protesta contre le blocus. Mais enfin les députés staliniens n'ont-ils pas voté le projet de loi interdisant le départ en Espagne de volontaires ? L'U. R. S. S. n'a-t-elle pas approuvé les décisions de Londres ? On ne lutte pas contre le blocus en demandant à l'impérialisme anglais d'être plus sérieux. On ne lutte pas contre le blocus en expliquant qu'il s'agit du sort de la république bourgeoise espagnole et de la sécurité de l'impérialisme français. On lutte contre le blocus en expliquant qu'il s'agit de la révolution ouvrière, du sort des ouvriers espagnols et français et en organisant des manifestations de masse pour le soutien de la révolution ouvrière espagnole. Il n'y a pas d'autre issue.

AU TONKIN

Le mouvement gréviste s'étend à nouveau

Le 26 janvier, tous les coiffeurs de Hanoï sont en grève ; un groupe de 50 copains ont parcouru la ville pour inviter leurs camarades à cesser le travail, pour exiger l'augmentation de 40 % de salaire, congé d'une journée par semaine, ouverture du salon à partir de 8 ou 9 heures du matin. Résultats : 15 % d'augmentation.

Grèves aux industries textiles de Haïpong ; résultat : 0,02 (0 fr. 2) d'augmentation et réduction des heures de travail.

Plus de 100 copains des centres de Tong et Son Loc ont marché sur la ville de Sontay pour inviter les autres à faire la grève. Les ouvriers cordonniers de Casabianca. Les marchands de légumes de Haïpong. Les couturiers et couturiers de Haïpong. Ceux d'une fabrique de tapis aussi.

Les menuisiers de Haïpong distribuent des tracts pour demander l'augmentation des salaires. Chez les ouvriers fabricants de cerueils, plus de 200 cessent le travail. Le personnel du service d'hygiène menace de faire grève si l'on ne renvoie pas deux surveillants. Les brodeurs à Hanoï. Les nourrices à Hanoï.

Poursuivons la lutte contre les "Procès de Moscou"

Les staliniens déculottés dans le 3^e ar.

Jeudi dernier les jeunes communistes «avaient organisé une réunion publique sur les procès de Moscou pour dénoncer les « trotskystes ». A 21 heures 25, il n'y avait dans la salle que les jeunes socialistes et les trotskystes de l'arrondissement en grand nombre et seulement 3 ou 4 J.C. apeurés.

Latarjet, secrétaire des J.C. qui devait nous «accuser», effrayé par l'absence de ses amis glissa un œil dans la salle «occupée» par les «accusés» et s'éclipsa couragement.

Un peu plus tard appelé à toute hâte quelques J.C. et un contingent des «jeunes filles de France» vinrent à la rescousse. Après que nous eûmes imposé un temps de parole égal pour les staliniens et les trotskystes, un envoi de «amis de l'U.R.S.S.» vint doucement d'ailleurs, faire son métier.

Monties, secrétaire des J.S. vint ensuite attaquer les staliniens et démasquer violemment leur duplicité.

Puis Fred Zeller, du P.O.I. à son tour, pendant trois quarts d'heure vint avec des arguments et une documentation irréfutable dénoncer les crimes de Staline dont il fit le procès, vigoureusement soutenu par une bonne partie de la salle, qui acclama en Trotsky le fidèle continuateur de Lénine.

Sabas, du P.O.I. également vint avec des faits précis concernant l'Espagne, porter l'épécule finale au larbin stalinien.

Celui-ci s'effondra lamentablement en disant, sous les huées de la salle, qu'il était dans l'impossibilité de répondre aux arguments des «orateurs trotskystes !!»

Comme nous présentions un ordre du jour défendant nos positions, certains d'être mis en minorité, les staliniens précipitamment levèrent la séance sifflés et hués par les travailleurs du 3^e, qui comprirent la véritable signification de la démocratie à Staline.

La salle se vida aux cris répétés de «Vivent Lénine et Trotsky !»

Et dans le 19^e...

Le camarade Kock, président des «amis de l'U.R.S.S.» du 19^e organisait rue Compans, une soi-disant «controverse» sur les deux procès de Moscou et le pacte franco-soviétique.

Tous les candidats (jusqu'au fasciste le plus notoire) étaient convoqués ; seul le candidat trotskyste n'était pas invité.

Notre camarade Bardin parla néanmoins à cette «controverse». Il condamna les procédés de Staline et de sa bureaucratie, qui pour se maintenir au pouvoir, assassinaient les vrais révolutionnaires, il développa le programme de la IV^e Internationale, qui n'est autre que celui de l'Internationale communiste de Lénine.

Il fut chaleureusement applaudi par la grande majorité de la salle (200 ouvriers, tandis que le fasciste Vandier Brock invité par le président des «amis de l'U.R.S.S.» fut chassé de la salle.

La réunion se termina aux cris de «Vivent Lénine et Trotsky.»

A Aulnay

Malgré un lacérage massif de nos affiches par les staliniens, le P. O. I. a tenu une réunion publique sur le procès de Moscou, où Zeller et Naville mirent les assassins de Moscou en accusation, le jeudi 25. Les travailleurs présents emportèrent une forte impression de nos arguments. Pas de contradicteurs...

Contre la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine

A LYON

Le P. O. I. et les J. S. R. viennent de tenir deux meetings contre la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine. 250 Arabes sont venus écouter les orateurs, arabes, indochinois et français. Nos frères arabes, nos alliés dans la lutte contre l'impérialisme français, virent où sont leurs vrais amis. Continuons à les défendre.

Le vendredi 26, le P. O. I. avait convoqué un meeting où, devant plus de cent travailleurs, les orateurs ont exposé l'escroquerie du projet Violette, et appelé les travailleurs à la solidarité de classe avec leurs frères nord-africains.

Les camarades nord-africains et français, réunis au meeting du XI^e, protestent contre la dissolution antidémocratique de l'organisation ouvrière l'Étoile Nord-Africaine.

Ils se prononcent contre le projet Violette qui ne signifie pas une démocratisation de l'Algérie mais la création de 25.000 privilégiés.

Ils se prononcent pour une assemblée constituante réunie en Algérie, réunie démocratiquement, où les ouvriers et paysans algériens se prononceraient librement sur leur sort.

Ils affirment la solidarité entre les ouvriers français et nord-africains, réunis dans un même front contre les voleurs impérialistes, pour une même révolution, pour une même libération.

A propos d'un article du "Libertaire"

Le camarade Bernier consacre à Trotsky, un article du Libertaire, qui nécessite une mise au point de notre part :

1^o A propos du pacte franco-soviétique. — Trotsky a exprimé une position qui est celle de notre mouvement. Nous ne nous sommes jamais élevés contre la possibilité pour l'Etat soviétique de contracter tel ou tel pacte, tel ou tel compromis avec un Etat impérialiste, sur le terrain diplomatique.

Lénine et Trotsky, furent obligés d'en contracter, pour utiliser les contradictions entre rapaces impérialistes. Mais la trahison stalinienne, se trouvant dans le fait que par le truchement politique de l'Internationale communiste, agence de Staline, le prolétariat mondial, sous prétexte de défendre les accords diplomatiques de l'U.R.S.S., est engagé dans la voie de l'Union sacrée avec sa propre bourgeoisie, son principal ennemi. Une nécessité diplomatique devient une nécessité pour toute l'Internationale.

A propos du traité de Brest-Litovsk, Lénine disait aux social-démocrates allemands : « Nous avons été contraints, à cause de notre existence d'Etat ouvrier isolé, à passer ce compromis diplomatique. Mais si vous profitez de ce qui est pour nous une pénible nécessité, pour voter ce traité et faire chorus avec votre bourgeoisie, vous êtes des canailles ».

De même à propos du pacte franco-soviétique nous avons dit : « Il se peut que pour utiliser les contradictions entre impérialismes, Staline soit obligé de signer le pacte, mais s'il en profite pour vendre le prolétariat français à Laval — ce qu'il a fait en imposant la politique de l'union de la nation — il commet la même canallerie que les social-patrolites ».

En résumé : Les compromis diplomatiques sont dans certains cas admissibles, mais ils sont secondaires. Ce qui compte avant tout c'est l'action révolutionnaire du prolétariat mondial. Si on arrête cette action à cause de ces compromis, si les compromis deviennent l'essentiel, on commet une véritable trahison.

2^o Le Libertaire reproche à Trotsky de critiquer les organisations de gau-

che d'Espagne, et de se montrer trop pessimiste. Il s'agit de l'interview que nous avons publié dans le dernier numéro.

Il nous semble que le camarade Bernier n'a pas lu cette déclaration intégrale et qu'il a été induit en erreur par les comptes rendus tronqués de la presse.

Il est exact cependant que Trotsky indique que la politique qui consiste à arrêter la révolution sous prétexte qu'il faut faire la guerre, est une politique qui prépare la victoire du fascisme, qui dans ce cas devient « inévitable ». Malheureusement à cette politique s'associent les ministres anarchistes de Valence, bien que les journaux anarchistes catalans ne soient pas d'accord et le disent.

D'autre part, Trotsky utilise le droit de critique dans l'intérêt même du progrès de la révolution et il s'incline en même temps devant l'héroïsme des combattants. Bernier lui reproche de faire des critiques dans un fauteuil. Bernier ignore-t-il qu'avant de partir pour le Mexique Trotsky était empiriquement par le gouvernement norvégien ?

Il ne tenait qu'aux dirigeants anarchistes catalans qui avaient alors la haute main sur le premier gouvernement Taradellas, que Trotsky, ait un poste de combat dans les milices.

Malheureusement, il s'agissait à l'époque de ne pas se fâcher avec les staliniens. Et la demande du P.O.U.M. pour autoriser Trotsky à venir en Catalogne est restée sans réponse, de la part des dirigeants et conseillers de la C.N.T. et de la F.A.I.

3^o Ce qui caractérise la position des dirigeants anarchistes (l'héroïsme et la combativité des militants n'est nullement en cause) c'est l'incompréhension entre les compromis admissibles, sur des objectifs précis, et les compromis qui sont de faibles erreurs.

C'est le fait qu'ils refusent avec intransigence les premiers, pour mieux tomber dans les seconds.

C'est ainsi que les anarchistes sont passés de l'absence du front unique élémentaire avec les organisations ouvrières, au gouvernement avec les radicaux espagnols. De la négation de tout Etat, ils passent à la position de ministres du vieux Etat. En Catalogne, si les chefs anarchistes l'avaient voulu, en raison de leur influence décisive, il y aurait un Etat ouvrier, du type nouveau hérité de la Commune de Paris, et des Soviets l'Etat des comités, et une armée prolétarienne.

Mais ils ont préféré collaborer au gouvernement Taradellas, qui a dissous les comités et a entrepris la militarisation dans le sens bourgeois (subordination à des officiers nommés par les autorités). De même à Madrid-Valence.

La égalité bourgeoise stalinienne ainsi renforcée menace les magnifiques réalisations des ouvriers dans les usines, et en particulier des ouvriers anarchistes.

Cela signifie non la condamnation de la honnêteté, du courage des anarchistes, mais la condamnation de leurs idées politiques, dans les circonstances où il y va du sort d'une grande révolution. Faire de telles critiques, c'est pour nous, non briser les efforts, mais travailler à l'éclaircissement des problèmes, dans l'intérêt de l'unification des efforts pour la révolution.

N.D.L.R.

EUX & NOUS

Dans Syndicats du 25, Belin fait le tableau suivant des grèves de juin :

« En juin dernier, ni les organisations ouvrières représentatives, ni les partis politiques influents, ni la classe ouvrière elle-même n'ont choisi la révolution. L'occasion était unique cependant pour les partis qui affirment leur intransigence révolutionnaire, et pour les hommes qui prétendent toujours être plus « lutte de classe » que leurs voisins. Jamais, depuis plus de soixante ans, les circonstances n'avaient été plus favorables à la conquête révolutionnaire du pouvoir. Et cependant, on a choisi la voie du légalisme, la voie des réformes, la voie de la conciliation et de l'arbitrage ».

Absolument d'accord ! C'est du reste pourquoi nous sommes aux antipodes de Belin et de Thorez.

Le métal (Février) lance une attaque contre l'aile gauche de la C.G.T. :

« Quelques anarchistes mêlés aux trotskystes, accablés d'une étrange façon avec quelques-uns de nos adhérents signataires d'un certain manifeste, font feu de toutes pièces contre la direction de notre syndicat. Drôle de façon de défendre les intérêts des travailleurs de notre région... »

« Que les partisans de la « révolution permanente » en prennent leur parti, notre syndicat ne se laissera pas détourner de son chemin, il continuera à le suivre dans la ligne tracée par ses congrès. Que les insulteurs professionnels méditent l'exemple de l'usine Nieuport qui, dans son assemblée générale du 4 février, a écarté avec mépris un de ces pitoyables individus... »

Pourtant, Costes et ses amis auront fort à faire s'ils veulent bannir toute démocratie et tout droit de tendance dans notre C.G.T. Les syndicats ne sont pas mûrs pour la trique de la Guépéou.

Vive le 19^e anniversaire de l'Armée Rouge !

Comment nous avons formé l'Armée Rouge

par Léon Trotsky

Dans ce qui s'offrait à moi, il y avait de tout : des brigades, des demi-brigades. Un homme qui venait avec une petite troupe avait les poches pleines d'or et de montres ; on l'a fusillé. Il y avait des mouchards, des espions. Il a fallu pratiquer de sérieuses opérations d'hygiène révolutionnaire.

Partout des initiatives intéressantes se faisaient jour. Mais de quelle façon ? Quand un noyau se constituait, l'esprit fédéraliste s'en mêlait. Nous avions une armée de Tver, ou de Vladimir. Le dégoût général du militarisme empêchait toute cohésion. C'était fou.

Enfin, en mai, l'appareil essentiel fut sur pied : sept régions étaient constituées avec leurs subdivisions de gouvernements, de cantons, de volosts.

Je n'aurais pas osé commencer par rétablir l'obligation militaire ; le volontariat seul fonctionnait. Il nous avait alors donné environ 200.000 hommes : anciens soldats et membres des Jeunesses communistes surtout. L'affaire tchécoslovaque survint et l'élan nécessaire se produisit.

Vous vous souvenez de cette aventure ? Les divisions tchéco-slovaques de l'armée autrichienne étaient passées dans nos rangs en entier pendant la guerre. Nous les avions cantonnées sur la Volga. Travailleuses par Savinkov et les socialistes révolutionnaires, elles se soulevèrent et occupèrent Kazan, Simbirsk et Samara.

riste converti au bolchevisme pendant sa captivité en Allemagne, qui commandait en chef l'an dernier contre la Pologne, dirigeait devant Simbirsk notre première armée ; Vatssetis, un Letton qui a été notre premier généralissime, menait le cinquième devant Kazan. Pauvres armées, de 6 à 8.000 baïonnettes chacune. Je m'établis près de lui à Swijashsk.

Nous mobilisâmes d'abord les com-

munistes, en tête, puis six classes dans le gouvernement de la Volga. L'ordre était : « La victoire ou la mort ». Les paysans venaient en foule contre les Blancs, mais il leur manquait la confiance dans leur propre force. Voici ce qui leur donna :

J'habitais un train dont on a beaucoup parlé, fait de wagons blindés avec des sacs de terre, défendu par un canon, des mitrailleuses, et que

suivait un autre train. Ce dernier était monté par 300 cavaliers, avec aéroplane, wagon-garage pour cinq autos, télégraphie sans fil, imprimerie, tribunal, une petite ville militaire en un mot.

Pour ses débuts, elle fallit se faire prendre. Savinkov, Kappel et Fortunatov étaient si sûrs de leurs succès qu'ils l'avaient annoncé. Ils nous entourèrent avec un millier d'hommes. Nous creusâmes des tranchées et subîmes un siège. Finalement ils furent repoussés.

Afin de profiter de notre avantage, le soir même de notre délivrance, je risquai un coup avec Kaskolnikov, un jeune officier de marine bolchevik qui nous représente aujourd'hui en Afghanistan.

Raskolnikov avait fait venir de Cronstadt, par les canaux, quatre vieux torpilleurs. Nous projetions tous deux d'ancrer avec eux la flottille adverse composée de barques plates armées de canons et embossées devant Kazan. Un coude du fleuve, dans lequel se dresse une colline escarpée, nous séparait. A une heure du matin, nous franchîmes le goulet avec le premier torpilleur et, du premier coup, nous fûmes assez heureux pour mettre le feu aux réservoirs à pétrole de l'une des barques. Tout brûla.

Nos autres torpilleurs ne purent nous rejoindre et je me demande encore comment nous pûmes nous échapper. L'incendie sans doute empêchait



Sur le front, en 1917, les bolchevicks font un meeting, en plein air, pour les soldats.

LES LUTTES OUVRIÈRES

La nationalisation de Paul Faure

I. Au profit des capitalistes

Les nationalisations à 100% (armements) nous permettent d'étudier plus en détail l'exploitation des fonds versés par l'Etat, et les conséquences sur la structure du capitalisme.

La nationalisation à 100% remet contre paiement de la totalité des actions l'usine entre les mains de l'Etat. Nous ne reviendrons pas ici sur un fait déjà souligné : C'est le haut personnel, entièrement dévoué aux ordres du grand capital qui continue à diriger la production. Chez Brandt, par exemple, ce sont les chefs de service qui ont aidé M. Brandt à voler les documents et brevets qui sont encore en place et même bien en place. Nous laissons de côté également les charges qui incomberont à l'Etat du fait de la décentralisation qu'imposera l'Etat-Major.

Les capitalistes tirent trois avantages essentiels de la nationalisation :

1° Ils ont la possibilité de conserver un personnel restreint de spécialistes pour constituer des bureaux d'études. Les prototypes établis seront revendus à prix d'or à l'Etat.

L'Etat ne pouvant moralement (sic) exporter des armes et des avions et le commerce des armements avec les pays alliés ou vassaux de l'impérialisme français constituant une bonne moitié de la production des armements français, les capitalistes sont autorisés à établir de nouvelles usines fabriquant pour l'exportation sous le contrôle de l'Etat.

2° M. Brandt a souligné lui-même qu'il serait accueilli à bras ouvert dans dix-sept pays pour y monter ses usines. Dans ces pays il trouvera une main-d'œuvre à bon

marché et ne serait-ce que pour cette raison pourra concurrencer les produits des usines nationalisées.

Il existe aussi une seconde raison qui joue dans le cas de l'exportation des capitaux comme dans celui de la construction de nouvelles usines en France. Ces nouvelles entreprises seront équipées avec un matériel moderne qui permettra, au moins pendant une période, de produire mieux, à moins cher et avec une marge de profit plus élevée.

Enfin, la constitution d'une vaste industrie de guerre dans un certain nombre de pays alliés est certainement une opération avantageuse pour l'Etat-Major. Par contre, le déséquilibre entre les prix de l'industrie nationalisée et de l'industrie privée sera en définitive supportée par la classe qui paie la plus grande partie des impôts, la classe ouvrière.

Il faut encore souligner un dernier point. Au travers de ses nouvelles entreprises le capitalisme opérera une concentration ou un sas ap ontre des intérêts sociaux. Les liens qui créent en face du monopole d'Etat un monopole capitaliste (3).

Ainsi c'est sur le dos de la classe ouvrière que retombe l'opération. C'est au profit des capitalistes que les usines continuent à fonctionner. En face de cet état de choses notre parti met en avant deux mots d'ordre essentiels :

Expropriation sans indemnité ni rachat.

Contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises nationalisées par les comités d'entreprises.

II. Concentration capitaliste

Mais il ne s'agit pas seulement d'une opération financière ; il s'agit de toute une opération qui vise sur le plan militaire et économique à une organisation de la production. Laissons la parole au patronat lui-même. Dans un document datant du 14 avril 1936, soumis au ministère Sarrault, la Chambre syndicale patronale des industries aéronautiques définit son but : produire à un rythme accéléré, à meilleur marché si possible, avec un profit supérieur à coup sûr. Bien entendu cette opération se couvre des intérêts supérieurs de la défense nationale. En effet, on ne manquera pas de faire en sortes que dans les premiers mois de la prochaine guerre 3.000 avions seront mis hors de combat. Si on prend ensuite un chiffre plus modeste, il n'en reste pas moins qu'il faudra, pour répondre aux besoins de la guerre, 1.500 à 2.000 avions par mois, chiffre dont nous sommes encore loin du compte.

Nous avons déjà vu que l'application des 40 heures permet à de grandes firmes comme Renault de jeter les bases d'une nouvelle organisation des chaînes de production, après celle qui a lieu il y a moins d'un an. Cette tâche a d'ailleurs été défendue par le patronat, mais aussi par les dirigeants syndicaux, impliquant les ouvriers à ne pas laisser ralentir la production française. Bien plus, Belin écrivait récemment dans le Peuple : « Il faut que le coût des conquêtes sociales soit couvert par une augmentation de la production, c'est-à-dire par « alignement des rendements. » Autrement dit, les 40 heures représentent une augmentation de 20 % des frais de production ; il faut la compenser en faisant passer le rendement de 100 à 140 ou 200. »

Comment l'obtenir ? D'abord en exigeant de l'ouvrier un effort, c'est-à-dire en obtenant le même rendement individuel en 40 heures qu'en 48 heures. Ensuite en augmentant la rationalisation dans l'usage même. Enfin et surtout par l'introduction du système N.S.R. (Normalisation, spécialisation, rationalisation).

Rappelons à ce sujet que Lénine, caractérisait l'impérialisme comme la période des monopoles, n'entendant pas seulement par là des organismes puissants qui dominent le marché, mais qui produisent selon une application provisoire des besoins du marché, et à répartir en conséquence la production entre ses différentes branches, afin de les fabriquer dans les meilleures conditions techniques avec le profit le plus élevé. Ici l'opération consistera le marché étant connu (inscrit dans les budgets) à prévoir un système de production à technique élevée et bon marché.

La normalisation est bien connue en Amérique sous le nom de stan-

dardisation. La commission Hoover a, par exemple, réduit le nombre des modèles de pneus fabriqués aux Etats-Unis de 287 à 32 ; pour 30 articles divers la réduction des modèles a été de 73 %. Seuls ces types sont fabriqués et tenus en stocks. Si un client demande des objets d'un autre modèle, il devra les payer beaucoup plus cher.

(A suivre.)

(2) Nous laissons volontairement de côté une question : où l'Etat se procurera-t-il les capitaux nécessaires ? Quelles conséquences pourra avoir l'augmentation illimitée du budget ?

(3) Nous laissons ici de côté l'aspect théorique du problème, c'est-à-dire le débat sur le caractère des entreprises industrielles. Soulignons toutefois que M. Monestres, président de l'Ordre des techniciens de l'organisation professionnelle (techniciens de la constitution d'ententes) ne donne une définition qui est la définition classique du monopole capitaliste, et souligne qu'il en existe actuellement dans toutes les branches de la grande industrie.

Contre les lock-out, occupation de masse

Chez Chausson à Asnières le patronat a renvoyé le secrétaire de la section syndicale des techniciens.

Aussitôt cette décision connue, le mardi matin, les techniciens, employés et agents de maîtrise ont cessé le travail et sont descendus dans la cour, interrompant ainsi le travail dans l'usine.

Les négociations n'ayant pas abouti, la direction a fait le soir afficher le lock-out, 1.800 ouvriers et techniciens sont ainsi sans travail.

1.500 ouvriers ont été lock-outés chez Carnand à Boulogne.

Pourtant la convention collective de la métallurgie exige un lock-out de 8 jours pour un lock-out. Mais les patrons savent bien que les lois sont faites par eux et pour eux et les font respecter seulement aux autres. Les directions syndicales et politiques sont les seules à penser qu'il faut respecter la loi dans l'intérêt de la paix sociale.

Les ouvriers ne doivent pas se laisser prendre. Aux lock-outs ils doivent répondre par l'occupation des usines. C'est le seul moyen pour la victoire.

N. D. L. R.

Nous devons laisser sur le marbre, pour la semaine prochaine, de nombreux articles :

Dans l'émigration Italienne, Lettres de Nantes (Tharreau), Lettres de Charles Sasso.

Un article sur les Techniciens. Nous nous en excusons.

Les fonctionnaires s'impatientent

La lutte contre la vie chère et pour la baisse des prix paraît se ralentir. Les fonctionnaires commencent à « la trouver saumâtre ».

Bien sûr, la plupart des décrets-lois de misère ont été abrogés, mais le pouvoir d'achat n'est pas amélioré, au contraire. Alors ?

Serait-ce parce que les fonctionnaires sont, dans leur majorité « Front populaire » et souvent d'actifs agents électoraux des élus du Front populaire, qu'ils doivent « se serrer la ceinture » ? Et au bénéfice de qui ?

La défense nationale du régime capitaliste impose des dépenses jusque là jamais atteintes. Naturellement les marchands de canons s'en portent fort bien : leurs bénéfices s'accroissent à souhait. En définitive c'est pour Schneider, Hotchkiss et Cie, que les fonctionnaires sont invités à patienter.

Léon Blum s'intitule « socialiste », mais sa politique s'avère impuissante de faire rendre gorge aux capitalistes : les riches ne paient pas les frais de la crise de leur régime, ils continuent à faire payer les pauvres.

Seule l'action directe des masses ouvrières a été capable, en juin, d'arracher des revendications.

Les fonctionnaires auront à s'orienter aussi dans cette voie en commun avec tous les exploités du régime.

Mais les dirigeants de leurs organisations syndicales, que l'Humanité interviewe depuis quelques jours, laissent espérer une solution parlementaire à leurs revendications. Il y aura quelques miettes avant Pâques, disent-ils.

Que les fonctionnaires fassent entendre leur volonté d'en finir avec les mascarades diplomatiques et parlementaires et, qu'en même temps, ils chassent de leurs rangs les quelques Croix de feu et doriotistes qui exploitent démagogiquement le mécontentement, provoqué par l'impuissance du gouvernement à satisfaire leurs revendications, pour attirer au service du grand capital et de la réaction, des camarades déshabillés.

Il ne faut pas attendre pour agir.

Milices ouvrières

Enfin nos camarades socialistes se décident à montrer aux Croix de feu qu'ils n'ont rien à faire dans nos quartiers ouvriers.

Mercredi soir, malgré un grand déploiement de forces de police, ils envahirent, aidés par quelques camarades communistes et les camarades trotskystes du 19^e rayon, le préau de la rue des Bois.

Après une vive bagarre, les orateurs de la classe ouvrière s'imposèrent et la réunion se termina au chant de l'Internationale et aux cris de « La Roche au poteau ».

A la sortie les fascistes, protégés par la police, s'engouffrèrent précipitamment dans le métro sous les huées et l'ovation laborieuse massée sur les trottoirs.

La magnifique grève de Sochaux

Il est utile de rappeler les conditions qui précédèrent la signature de la convention collective de la région de Sochaux-Montbéliard : pression du ministre de l'intérieur, accompagné de M. de Mèaux, Chevalure, pour faire accepter aux métallos en grève les salaires de Paris, avec abattements dépassant 40 %. Le travail fut repris à cette époque avec l'amertume de l'insuccès et la mélanche à l'égard des dirigeants. Ainsi s'explique cette explosion de colère qui éclata jeudi 18 février et qui partit du départ volontaire d'un vieux ouvrier brimé par la direction Peugeot parce que militant syndicaliste. Cet ouvrier travaillait autrefois à la peinture où il contracta une maladie professionnelle grave, il fut alors déplacé pour cause de santé à la carrosserie où le travail est moins malsain, dernièrement des frictions naissantes entre ce militant et son chef d'équipe trop soucieux de plaire à la direction, laquelle en profite pour essayer de remettre ce militant à la peinture, sanction disciplinaire équivalant à la condamnation du camarade.

Aussitôt des pétitions sont faites ; voyant l'ampleur du mouvement naissant et pour éviter la grève le camarade tente de quitter l'usine. Sa chaîne débraie aussitôt, puis les chaînes voisines suivent. Jeudi soir la réunion des délégués décide d'étendre la grève aux 14.000 métallos de chez Peugeot en lui donnant comme base :

La réintégration à la carrosserie de l'ouvrier sanctionné ; Une augmentation horaire de 0 fr.80.

Depuis deux mois la demande de rajustement de salaires était faite ; la procédure de l'arbitrage obligatoire n'avancait pas, les derniers jours les patrons comprirent qu'il fallait aller plus vite et jeudi le surarbitre était nommé, il était déjà trop tard.

Dès vendredi matin la grève était générale dans les usines Peugeot, l'occupation était faite par les contingents les plus combattifs des ouvriers et aussi, il faut le dire, par des éléments douteux qui à la solde du pa-

Elargissons les droits des délégués

Nous avons pris connaissance, la semaine dernière, du texte d'une sentence arbitrale extrêmement importante quant à ses considérations que les patrons font leur (1).

Sur la base de cette sentence, prenant comme argument l'accord d'un arbitre ouvrier qui a « une grande expérience des questions de travail » (dixit « L'Usine », journal du Comité des Forges), les patrons s'apprentent, en vue du renouvellement prochain des conventions collectives et des nouvelles élections pour les délégués d'usine, à livrer l'assaut à une conquête importante des occupations d'usines de juin 1936 : les délégués et leurs attributions dans l'usine.

Naturellement, les patrons s'empres- sent de rappeler le texte des accords Matignon concernant les délégués, pour faire supprimer les attributions plus larges qui ont été imposées aux patrons au cours du développement des grèves de juin et qui sont inscrites dans certaines conventions collectives ou même dans des contrats collectifs de travail.

Citons l'article 5 des accords Matignon pour mieux comprendre l'attitude des patrons et pouvoir mieux la combattre.

Article 5 (accords Matignon). — En dehors de cas particuliers déjà régis par la loi, dans chaque établissement comprenant plus de 10 ouvriers, après accord entre organisations syndicales ou, à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux (titulaires) ou plusieurs délégués ouvriers (titulaires ou suppléants) suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires et des mesures d'hygiène et de sécurité. (Souligné par nous.)

Mais le dernier paragraphe de l'article 3 des accords Matignon précise que :

« L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois. »

Et, à propos de cette disposition, M. Duchemin, président d'honneur de la Confédération générale du patronat français (C. G. P. F.), fait savoir, au cours d'un article intitulé « L'accord Matignon. Ce que j'ai vu et entendu » (« L'Usine », n° 6, du 11 février 1937), que la délégation patronale obtint l'insertion de ce paragraphe « qui correspondait à la condamnation de l'occupation des usines et à la reconnaissance de la liberté du travail ».

Ainsi, non seulement d'accord avec l'arbitre patronal de la Sambre, mais aussi avec M. Duchemin, Louis Berrard (et non Bérard comme nous avions écrit par erreur la semaine dernière) arbitre ouvrier, a pu accepter de considérer :

« D'une part, que les occupations d'usines par le personnel de ces usines constituent une violation du droit de propriété. »

« D'autre part, que les délégués ouvriers doivent limiter leur activité aux seules attributions qui leur sont conférées par la loi du 24 juin 1936 sur les conventions collectives de travail. »

Le secrétaire de la Fédération des Métaux, Croizat, arrivait vendredi à Montbéliard, il comprit rapidement que les ouvriers n'avaient pas grande confiance dans les dirigeants à la réunion des délégués de vendredi. Il ne sut pas, pour éliminer les éléments malsains, canaliser la grève sur sa base revendicative de départ et chercha en bon stalinien par quel moyen il pourrait bien faire évacuer, ce qui fut pour effet de désorienter la masse des ouvriers sérieux. C'est avec de tels dirigeants que les vrais provocateurs font le travail des patrons, le seul moyen de les couper de la base est de développer une politique révolutionnaire conséquente.

Isolés et réduits par la pression combinée de leur direction syndicale, du patronat et des pouvoirs publics, les ouvriers durent pour enlamer les pourparlers quitter l'usine et désormais se fier à l'arbitrage, mardi 13 février.

Une fois de plus, les contre-révolutionnaires stalinien dirigeants de la Fédération des métaux auront brisé un mouvement par leur absence de perspectives révolutionnaires.

Peugeot a beau jeu de sanctionner les militants sérieux du syndicat, il pourra danser de l'avancement à ses côtés grâce à l'absence de direction syndicale ont pu faire leur travail. Le surarbitre, le sous-préfet de Montbéliard sans doute, rendra sa sentence, le syndicat sera brisé et les militants découragés ou licenciés.

les droits des délégués

De telles considérations, strictement d'origine patronale comme nous l'avons vu, sont dirigées directement contre les intérêts des ouvriers et des techniciens par un véritable emprisonnement de l'activité des délégués, dans la légalité de la bourgeoisie et le respect de la propriété capitaliste.

Est-ce vraiment un tel objectif que les ouvriers ont cru avoir atteint par la confiance qu'ils ont placée au gouvernement de Front populaire signataire des accords Matignon, acceptés par Jouhaux et par Frachon ?

Certainement pas. C'est pourquoi nous voulons ici exposer ce que devrait être le rôle des délégués d'usine en fonction des tâches et des intérêts du prolétariat, de toutes les masses travailleuses.

Restreindre le rôle des délégués d'usine à « présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail » et limiter (comme le veut Berrard, maire « communiste » de Drancy) leur activité « à ces seules attributions », c'est satisfaire la volonté du patronat qui veut mettre un terme à ce qu'il considère « les abus » des délégués d'usine ou les faiblesses de certains patrons qui « signèrent avec les délégués ouvriers des accords plus avantageux pour lesdits ouvriers que ne devaient l'être les articles du « Matignon » eux-mêmes. » (« L'Usine », n° 6).

Malheureusement la lecture de la presse ouvrière du Front populaire ne permet pas aux travailleurs de connaître exactement les conquêtes ouvrières partielles, isolées le plus souvent, qui dépassent le cadre de la législation.

Par contre, la lecture de la presse patronale — car il faut lire la presse de nos ennemis de classe pour connaître leurs intentions et manœuvres — est instructive dans ce domaine. La C. G. P. F. s'efforce de rallier tous les patrons pour coordonner leur action et unifier leurs positions vis-à-vis des « prétentions ouvrières » considérées comme dangereuses pour leurs profits capitalistes et la sauvegarde de leurs privilèges de classe exploiteuse.

Quelles sont donc ces « prétentions » en dehors de ce qui est prévu par les accords Matignon et la loi du 24 juin 1936 ?

« L'organisation intérieure du travail doit relever de la seule direction, c'est-à-dire de ceux qui risquent leurs capitaux ». Il s'agit en l'occurrence du contrôle des délégués sur l'établissement des temps de travail et aussi du

contrôle de l'embauchage et du débouchage.

En effet, comment contrôler efficacement l'application de la convention collective si les travailleurs de l'usine n'ont pas le contrôle de l'embauche et de la débâche ?

Dans de nombreuses usines, les ouvriers ont senti l'importance de ce contrôle — bien que n'ayant aucune directive dans ce sens émanant de leur direction syndicale — et ont imposé aux patrons de ces usines de soumettre l'embauchage au contrôle des délégués et parfois aussi le débâchage. Le contrôle de l'embauchage est fait le plus souvent, dans la pratique actuelle, par les délégués qui vérifient à l'entrée de l'usine l'ordre d'inscription des demandes d'emploi sur la liste d'embauchage tenue par la direction, les conditions d'embauchage et sa qualité.

Le renvoi de personnel par les patrons a posé dans les faits, le contrôle par les délégués, du débâchage. Ce problème exige la connaissance de la marche de l'industrie, des commandes en cours, de celles à venir. Il faut donc là que tous les délégués de la même usine se réunissent pour contrôler la situation de tous les ateliers ; ils constituent un comité qui travaille alors en liaison constante avec les représentants de la section syndicale. Des exemples de mise en pratique d'une telle activité des délégués d'usine sont encore peu nombreux, à notre connaissance. Pourtant ils existent, c'est aux camarades eux-mêmes à les faire connaître pour que leur expérience serve également à tous. Pour notre part, nous accueillerons avec intérêt leurs communiqués, les colonnes de « La Lutte Ouvrière » sont à leur disposition.

Cet article n'a envisagé que quelques tâches incombant aux délégués et qui nécessitent déjà à elles seules l'élargissement de leur rôle tel qu'il est prévu par les accords Matignon. Évidemment, le patronat est décidé à s'opposer à toutes nouvelles conquêtes dans ce domaine et invoquera toujours les lois qui protègent, comme nous l'avons vu, la propriété capitaliste. Mais les travailleurs ne peuvent se laisser arrêter ou impressionner par l'appel au respect du droit de propriété capitaliste puisque aussi bien ils ont pour tâche de détruire ce droit pour organiser le socialisme.

Nous examinerons la semaine prochaine l'organisation des comités d'usine, le contrôle ouvrier sur l'établissement des prix de revient, la lutte contre la vie chère.

LA POLITIQUE SYNDICALE

Contre la vie chère..

Action parlementaire ou Action de Masse

La grande presse quotidienne du Front populaire a donné une large place à « l'offensive gouvernementale » qui s'annonçait alors contre la hausse des prix. Il paraît que cette offensive trouvera sa conclusion au parlement dès cette semaine.

Pendant ces quelques derniers jours un certain répit est intervenu : Le Populaire et même l'Humanité ont faibli leurs attaques contre la vie chère.

Peut-être ne faut-il pas gêner les tractations diplomatiques du gouvernement auprès des représentants du patronat ! Ce n'est qu'une hypothèse, vraisemblable d'ailleurs. Les travailleurs en sont réduits aux hypothèses sur ce terrain puisque les dirigeants du Front populaire estiment ne pas devoir les tenir au courant de toute leur activité.

Voilà ce qu'on appelle de l'action parlementaire. Et, en fonction des louvoisements de cette action parlementaire, le Populaire, l'Humanité ou le Peuple, alertent ou n'alertent pas l'opinion ouvrière sur la hausse des prix et contre les fauleurs, les capitalistes.

En somme le patronat, les truands, les capitalistes, sont en sécurité : le gouvernement ne cherche pas la bataille des classes mais un accord amiable. Le coût de la vie a augmenté de 25 % ; il faut en finir avec cette hausse constante des prix, dit Léon Blum, nous allons stabiliser les prix au 1^{er} janvier 1937 ; êtes-vous d'accord, messieurs les patrons ?

Ces derniers manifestent, non pas un accord, mais leur désir de stabiliser à condition que les travailleurs ne revendiquent aucune augmentation nouvelle de salaires.

Que fait alors la C.G.T. ? Jouhaux, Frachon, Belin, s'efforcent d'obtenir l'accord des fédérations pour arrêter la lutte revendicative. Un autre aliment est devenu nécessaire : Jouhaux tonitrua sur les nationalisations.

Et le Parti communiste ? Lucien Monjaux expose, dans

l'Humanité du 28 février 1937, les amendements qui seront présentés, à la Chambre des députés, par les élus stalinien au moment de la discussion du projet gouvernemental sur la « stabilisation des prix ».

Action parlementaire... Action parlementaire...

Mais... et la classe ouvrière ? Est-elle considérée incapable de mener le combat contre la vie chère ? Les dirigeants du Front populaire ne font pas appel à elle.

Les députés se figurent, sans doute, qu'ils sont seuls suffisamment intelligents pour assurer la meilleure lutte contre la vie chère...

Et dire que nos syndicats se laissent embobiner par les combinaisons qu'impose toujours l'action parlementaire !

C'est à nous, travailleurs, d'exprimer notre volonté avec fermeté. C'en est assez de ces prix qui haussent toujours. Par notre action, comme en juin, nous ferons baisser les prix et nous imposerons à nouveau notre volonté aux patrons.

Les fascistes à la Doriol traitent le président du conseil de « Blum la vie chère ! » Mais la population laborieuse connaît les véritables responsables de la vie chère : les capitalistes et leur régime de misère. Seulement les travailleurs commencent à dire : Blum et le gouvernement sont impuissants à nous imposer aux patrons la volonté au peuple travailleur ; nous n'admettons pas d'être responsables de cette impuissance, nous agissons directement comme l'année dernière ; avec les mots d'ordre du Parti Ouvrier Internationaliste.

A bas le secret commercial sous le couvert duquel les patrons agissent à leur guise ! Toutes les affaires au grand jour, avec exercice du contrôle des ouvriers et des pay-sans !

A la lanterne les spéculateurs, les affameurs des masses travailleuses !

Comités de masse partie pour organiser l'action de masse contre la vie chère et le régime capitaliste qui l'engendre.



LA VIE DU PARTI

En réponse à l'Avant-Garde ? Comment s'est formée la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire ?

Devant la violence des attaques des laquais de Staline en France, et leur passion à truquer et dénaturer les faits, à ramanier l'histoire, les J.S.R. ont décidé, puisqu'ils n'acceptent pas une commission d'enquête ouvrière et un débat public, de les obliger à faire la preuve de ce qu'ils avancent devant les tribunaux. Il ne s'agit pas pour nous de faire juges les juges de la bourgeoisie, et d'ailleurs sont favorables aux stalinien, mais d'utiliser le seul moyen de contraindre nos calomnieux à apporter leurs « preuves ».

En outre, nous ferons à cette même place une série d'articles retraçant les principaux épisodes de la lutte que menèrent depuis 1933, les éléments de gauche de la Jeunesse socialiste, jus-

A la mort de Jean Goujon, au début de 1932, Fred Zeller fut chargé de diriger la propagande des J.S. de la Seine jusqu'à son départ au régiment en 1933. Indiquons que pendant cette époque les J.S. passèrent dans la région parisienne de 400 à un millier de membres.

A son retour du régiment, Zeller était élu en 1934 au congrès de Boulogne, avec le plus grand nombre de suffrages à la Commission exécutive et élu au secrétariat fédéral qu'il conserva jusqu'aux exclusions de Lille, le 29 juillet 1935. Durant cette époque les J.S. de la Seine passèrent de 1.000 à 1.800 adhérents.

En 1934, Fred Zeller était en outre membre du Comité Fédéral mixte et au Congrès national d'octobre 1934, il fut

Cher Fred Zeller,
un rédacteur de L'A.V.G. (revue antifasciste illustrée allemande) me demande si un militant des J.S. de Paris ne pourrait pas lui donner une interview.
Je pense qu'avec plaisir, lui donnerais satisfaction à un camarade.

19 septembre 1934

Fred Zeller
12 rue Feytaud
Paris

Fac-similé d'une lettre de R. Guyot (secr. des J. C.) à Fred Zeller, lui demandant une interview pour un journaliste réfugié allemand. Les termes de cette lettre, répondent aux calomnies actuelles de "L'Avant-Garde".

qu'aux exclusions en bloc en juillet 1935. Au cours de ces articles, avec des textes, des faits irréfutables, des citations véridiques, nous aurons la possibilité de rafraîchir la mémoire des dirigeants stalinien et de dénoncer implacablement ces gens qui se posent en défenseurs et en guides de la jeunesse ouvrière en France. Aujourd'hui nous répondons brièvement à un passage de l'article de Michaud paru dans l'Avant-Garde du 20 février et qui accusait entre autres notre camarade Fred Zeller, « d'être arrivé on ne sait trop comment à la direction des Jeunesses socialistes S.F.I.O. et d'avoir dressé artificiellement les J.S. de la Seine contre le C.N.M. dont il sabota les décisions jusqu'à ce qu'on l'exclut des Jeunesses socialistes au Congrès de Lille ; à peine exclu celui-ci forma les Jeunesses socialistes révolutionnaires ».

Nous rappelons simplement par les faits qui peuvent être contrôlés par l'ensemble des militants des Jeunesses socialistes et du Parti lui-même et qui pourront en témoigner et par ceux qui, même étant des adversaires politiques impitoyables, avaient au cours de ces dernières années des tâches responsables dans la J.S.

Notre camarade Fred Zeller est entré aux Jeunesses Socialistes S.F.I.O., au groupe de Stains à la fin de l'année 1929.

Il fut élu secrétaire du groupe de Stains en 1931 et quelques mois plus tard fut appelé au secrétariat du secteur nord de la J.S. de la Seine, puis fut élu pour la première fois à la Commission exécutive des J.S. de la Seine au Congrès de Champigny, à l'initiative des votants moins une voix. Cette commission exécutive le nomma secrétaire adjoint à la propagande.

Alerte !

A Neuilly, la section locale des métaux a été obligée de voter un texte où l'on « condamne énergiquement les éléments qui, par leur travail fractionnel au sein des usines, tentent de dissocier le mouvement syndical ».

COMMENT SE DEFENDRE MALGRE LES BUREAUCRATES, ET POURSUIVRE L'ACTION DE CLASSE ?

Lire compte rendu détaillé de la réunion de Neuilly et nos articles dans le prochain numéro.

Le Gérant, AIACHE

IMPRIMERIE CERBONNET,
27, rue de la Folie-Regnault, PARIS-XI^e

De la démission de Marceau Pivert au "Parti Unique"

Marceau Pivert collaborait directement au gouvernement Blum, comme attaché à la présidence du Conseil pour les questions de la Radio. Après bien des tergiversations, il vient de quitter ce poste. Sa démission, remise à Blum avant le Conseil national socialiste, ne fut acceptée par celui-ci qu'après le Conseil national. Chacun comprend que par ce moyen Blum avait essayé d'obtenir de Pivert le renoncement à la motion gauche révolutionnaire.

Le sens réel de la démission de Pivert, il faut le chercher dans l'effervescence croissante des ouvriers socialistes contre la politique de ménagement et d'accommodement du cabinet Blum avec le capitalisme, français et anglais, et non ailleurs. Et, du reste, Pivert ne trouve pas d'autres explications.

En même temps, dans la Vague et dans la tribune de discussion du Populaire, il n'hésite pas à continuer à promettre à Blum sa collaboration à Blum, à la façon dont l'opposition de Sa Majesté contribue à la stabilité de la couronne d'Angleterre. Il va même jusqu'à approuver la « pause » — réserve faite, bien sûr, sur ses suites. — C'est incroyable, mais c'est ainsi.

On nous dit que cette attitude de Pivert est déterminée par sa volonté inconsciente de participer au « Parti Unique ». Or, on sait que le P.C. (c'est-à-dire Staline et la Guépéou) ne pose comme condition de la fusion avec le P. S. l'exclusion de Pivert et de la G. R., ainsi que des J. S. « trotskystes ».

C'est là l'autre aspect intéressant de la démission de Pivert.

L'Humanité abat brutalement les cartes le 3 mars. Elle écrit les lignes suivantes que les bureaucrates stalinien feront bien de noter :

« Les trotskyste Marceau Pivert a enfin quitté son poste de collaborateur du gouvernement et il n'y a seulement qu'à regretter qu'on lui ait laissé l'initiative du départ. Il suffit, pour être édifié sur le rôle du personnage et de ses amis, de lire ces lignes dans la Journée Industrielle de Gignoux, porte parole des saboteurs des lois sociales et des réalisations du Front populaire... »

« L'organe du patronat reprochant aux partis du Front populaire d'être trop « opportunistes » et félicitant le « révolutionnaire » Pivert, qu'est-ce que cela signifie, sinon que la surenchère trotskyste conflue avec le sabotage patronal pour tenter d'abattre le Front populaire, seul barrage à l'hitlérisme dont Trotsky est l'agent ? »

Le jeu de Thorez et Cie est clair : 1° Obliger le P.S. à la fusion en éliminant tout droit de critique et de tendance dans le P.S. 2° Vider la Fédération de la Seine d'un tiers de ses membres afin de mieux la domestiquer ; 3° Disperser et écraser préventivement toute velléité de conscience critique chez les travailleurs socialistes vis-à-vis du rôle bienfaisant de la Guépéou.

Voilà le plan. L'exécution — c'est une autre histoire.

Aux camarades de la G. R., nous répétons que l'heure est au travail hardi pour la construction du nouveau parti. Hors de là, c'est du temps gagné pour les forces opportunistes, réformistes, contre-révolutionnaires, militaristes, de décomposition de la classe ouvrière.

Le jeu de Thorez et Cie est clair : 1° Obliger le P.S. à la fusion en éliminant tout droit de critique et de tendance dans le P.S. 2° Vider la Fédération de la Seine d'un tiers de ses membres afin de mieux la domestiquer ; 3° Disperser et écraser préventivement toute velléité de conscience critique chez les travailleurs socialistes vis-à-vis du rôle bienfaisant de la Guépéou.

Voilà le plan. L'exécution — c'est une autre histoire.

Aux camarades de la G. R., nous répétons que l'heure est au travail hardi pour la construction du nouveau parti. Hors de là, c'est du temps gagné pour les forces opportunistes, réformistes, contre-révolutionnaires, militaristes, de décomposition de la classe ouvrière.

Il faut unir le prolétariat sur une plateforme marxiste. Voilà la tâche à laquelle nous nous attelons, et à laquelle nos camarades doivent participer.

Qu'on ne s'y trompe pas : la technique du fil de l'Humanité est au fond la même que celle des comédies sanglantes de Moscou.

P. NAVILLE.

Les parasites continuent

M. Molinier (Journal « La Commune ») continue ses tentatives France (puisqu'internationalement il n'existe pas). Nous répondons ici en deux mots à ses dernières esroqueries politiques.

1° Dans son journal il signale l'activité à Lille de M. Lebreton (doriotiste) en ajoutant : « Nous aurons tout dit en ajoutant que le commis-voyageur du P.P.F. n'est autre que le nommé Lebreton, il y a trois mois à peine encore secrétaire des J.S.R. et membre du C.C. des J.S.R., etc. »

Nous nous bornerons à dire : Il y a plus de 5 mois que Lebreton a été exclu de nos rangs, ce qui fut publié dans La Lutte Ouvrière. Nous ne tolérons pas les aventuriers dans nos rangs, entendez-vous, M. Molinier ?

2° M. Molinier publie un supplément à sa feuille L'Exploité des Métaux. Nous mettons en garde nos camarades de la métallurgie, contre cette feuille, dont les chroniques sont pillées dans les autres journaux, par la voie duquel M. Molinier essaie de jeter le trouble parmi les métallos partisans de la IV^e Internationale.

3° Lors de l'élection du 19^e, M. Molinier se fit inscrire à la mairie sous le nom de Meichler (qui existe bien) et dans des buts purement électoraux, se fit passer pour le candidat de la IV^e Internationale.

Une fois de plus nous répétons : Molinier n'appartient à aucune organisation de la IV^e Internationale. Sa seule et équivoque besogne consiste à tenter bien vainement de l'empêcher de croître.

NOS DEUILS

Nos camarades Berg et Ducos, tous deux membres du Comité Central des J.S.R. viennent de perdre leurs pères. En cette douloureuse circonstance, que nos deux camarades trouvent ici l'expression de notre fraternelle amitié.

CERCLE MARX-LENINE
Mardi 9 mars à 21 heures
Café Duclot
Angle de la rue Legendre et avenue de Saint-Ouen (Métro Marcadet-Baligny)
Sujet traité
LA REVOLUTION PERMANENTE par NAVILLE

Il a été décidé d'étendre ces réunions et de provoquer des réunions communes entre militants des deux organisations.

Pourquoi nous démissionnons du Parti Communiste et rejoignons le drapeau de la 4^e Internationale

« On n'écrit pas tout ceci d'un cœur léger » dit V. Serge, c'est hélas trop vrai. C'est avec la douleur, l'angoisse que ressent un militant que je veux exposer ici les raisons qui m'ont poussé vers la IV^e Internationale.

Ignorant presque tout de l'histoire du mouvement ouvrier russe avant la révolution, et après, je connaissais très peu la doctrine communiste, au moment de mon adhésion à la J. C. en 1935.

Croyant à une tactique électorale, je fis confiance au P.C. au moment de son revirement à droite.

Arrivèrent les grèves de juin, devant l'ampleur du mouvement j'espérais pouvoir entendre parler d'une lutte de classe acharnée et décisive. Peu de temps après M. Thorez déclarait « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Arriva la guerre civile espagnole. Croyant à l'aide rapide et efficace des gouvernements de l'U.R.S.S. et de la France, je constatais la neutralité.

Puis le premier procès de Moscou. Les attaques injurieuses et honteuses que lançaient le P.C.F. et l'I.C. contre les vieux militants révolutionnaires, et en particulier contre Trotsky. Le manque de preuves, de documents était flagrant. Toute la comédie reposait sur des suppositions.

Plus tard vint la dévaluation contre laquelle nous étions, mais que nous dépités s'empressèrent de voter. La cessation totale de la lutte contre les 2 ans. Le renforcement de l'armée bourgeoise soutenu et approuvé par les communistes et leur « chef génial Staline ». La formation de cet état d'esprit patriotique et chauvin dont font preuve les braves ouvriers qui ont confiance et qui suivent le mouvement même lorsqu'ils ne comprennent pas simplement parce qu'ils ont confiance.

Je ne veux pas entrer dans le détail, mais on peut encore parler du vol des archives de Trotsky, à Paris, du meurtre de Navachine, qui connaissait très bien Piatakof, inculpé dans le deuxième procès de Moscou, qui comme le premier ne reposait que sur des faits sans preuves, et furent démentis. Voyage de Piatakof à Oslo par exemple.

On peut parler également de l'arbitrage obligatoire soutenu par les communistes.

C'est parce que j'ai compris définitivement l'effondrement définitif du P. C. et de la 3^e Internationale, et parce que je veux lutter quand même pour la victoire de la révolution que je rejoins les rangs de la IV^e Internationale, au cri de « Vive la révolution prolétarienne mondiale ! »

ROGER.

Ancien secrétaire du rayon de Sceaux des J. C. Ancien membre du bureau de rayon de Sceaux du P.C.

A Marseille, lettre ouverte aux stalinien

Le camarade G. Lagorce Montolivet-Beaumont Marseille, vient d'adresser une intéressante lettre ouverte aux militants communistes.

Ce camarade est un ancien militant communiste de la première heure et fils d'une vieille famille révolutionnaire.

Voici un des principaux passages de cette lettre :

« 3^e question. — Jusqu'à l'avènement du Front populaire je pensais que les

différents tournants du P.C.F. étaient en sorte une manœuvre nécessaire pour l'écrasement du fascisme dans notre propre pays et je pratiquais l'unité d'action de grand cœur avec le P.C.F. acte que je ferais toujours d'ailleurs avec toutes les organisations prolétariennes contre le fascisme et pour des buts révolutionnaires.

Depuis il y a eu 72 élus communistes à la Chambre, ce qu'ils ont fait, vous le savez aussi bien que moi ! Ils ont guélué contre la dévaluation, puis l'ont votée, ils ont pesté pour l'intervention armée en Espagne, puis ont voté le blocus et la non-intervention ! Ils ont hurlé le lendemain dans l'Humanité contre ce qu'ils avaient voté la veille ! Ils ont critiqué l'arbitrage obligatoire et l'ont voté ! Ils ont demandé la dissolution des ligues factieuses, puis le lendemain dans l'Humanité tendaient la main aux croix de feu, volontaires nationaux, etc. Manœuvres ? toujours des manœuvres, direz-vous !

Moi j'ai la prétention de dire : Non pas de manœuvres dans l'intérêt du prolétariat, mais dans celui du thermidorien Staline. Depuis plusieurs mois je fais des études sur le passé du bolchevisme, ses débuts en U. R. S. S. ses premiers congrès, ses premiers comités centraux et les camarades révolutionnaires qui y participaient. J'ai pu me rendre compte qu'actuellement ceux qui dirigent l'U. R. S. S. n'étaient que des pauvres sous-ordres bien peu estimés par Lénine en octobre 1917 et après, et que Staline lui-même fut éloigné par ce dernier et le comité central comme trop brutal et déloyal !

Et notez bien, camarades que tout ce que j'affirme dans cette lettre j'en possède les preuves ou de vieux documents du Parti, que j'ai conservé, je suis entièrement de bonne foi et je le prouve. Exemples : Impossible actuellement au parti de se procurer l'A.B.C. du communisme par Boukarine, qui est devenu un trotskyste suspect, le livre de Lénine « La Maladie infantile du Communisme » paru au P.C.F. en 1924, édité à nouveau de nos jours, est amputé des textes qui génaient Staline. Le P. C. Italien fait appel aujourd'hui au fascisme mussolinien en faisant sien le programme fasciste de 1919.

En Espagne : armement par l'U.R.S. S. du gouvernement bourgeois de Azana-Caballero. Les anars et le P.O.U.M. sont victimes de tentatives de désarmement. Pas de révolution prolétarienne au pays de Ferrer.

Et le camarade conclut :

« Enfin on ne lutte pas contre le fascisme avec des mots et en lui tendant la main, c'est du temps perdu et du précieux, car les événements vont vite, et demain si nous n'avons pas construit une direction, un parti, une Internationale vraiment révolutionnaire, nous serons tous cuits et rôtis par le fascisme qui lui ne tend pas la main !

« Devant les dangers concomitants du fascisme et de la guerre qui vient, la question de la création de la IV^e Internationale est donc posée et avec tous les bolchéviques sincères, dans les luttes furieuses qui viennent sur nos têtes, nous devons rapidement la résoudre et la construire ».

A propos des calomnies des laquais de Staline

Le dimanche 21 février, je lisais « La Flèche » dans l'autobus menant d'Epinal à Gérardmer. Tout à coup, Lejeune, membre du P. C., m'arracha le journal des mains, en lut le titre, puis me le rendit en disant qu'avec « La Flèche » j'irai loin. Il me demanda ensuite si j'étais encore syndiqué. Tout ceci est le résultat de la violente campagne personnelle que les stalinien mènent contre moi. Ils font courir le bruit que j'ai déchiré ma carte syndicale, que je suis un fasciste, ou bien encore un anarchiste. Je tiens à répondre à ces calomnies. Je suis toujours syndicaliste ; malgré mon jeune âge, je possède les cartes de la C. G. T. U. de 1933 et 1934, de la C. G. T. de 1936-1937 ; j'ai, en outre, la carte des J. C. de 1936 et deux cartes des J. S. R. J'ai été un militant du P. C. tant que celui-ci était révolutionnaire ; j'ai collé les affiches et j'ai collecté 50 francs pour la campagne électorale du P. C. ; j'ai porté la contradiction au P. S. F. Je ne suis pas un anarchiste, mais un communiste resté fidèle aux résolutions des premiers congrès de l'Internationale communiste. Ce n'est pas une influence mystérieuse qui m'a fait sortir du bouvier stalinien, mais la lecture de Lénine, le tournant patriotique du P. C. Ce n'est pas moi qui ai changé, ce sont les stalinien.

Je propose aux camarades stalinien l'organisation d'une réunion publique et contradictoire à Julien-Rupt (commune du syndicat) ; on verra ainsi si ces messieurs sont capables de justifier leurs calomnies.

Charles Sasso,
Ex-trésorier des J. C. de Julien-Rupt et secrétaire des J. S. R.

CONVOICATIONS

Les envois sont faits dès réception du mandat. Prière de joindre 10% du montant de la commande pour couvrir les frais d'expédition.

Pour la revue, ainsi que pour le Service des Livres, adresser les fonds au compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris.

P.O.I.
TRESORERIE DE LA REGION PARISIENNE
Tous les jeudis, de 18 à 20 heures au local.

III^e Cellule. — Tous les mercredis à 20 h. 30, 45, rue Turbigo.

Cellule du V^e. — Réunion jeudi, 9 heures, 29, rue Monge.

XII^e Cellule. — Permanence le dimanche, de 10 à 12 heures, 219, faubourg Saint-Antoine.

XV^e Rayon. — Tous les mercredis, Cercle d'Etudes Sociales, 96, rue Saint-Charles. Métro Beaugrenelle.

P.O.I. 14^e rayon. — Tous les vendredis à 20 h. 30 aux « Publications Populaires », 130, rue du Château (14^e).

P.O.I. Cellule 17. — Tous les mercredis à la « Maison des Campeurs », 123, avenue de Clichy.

XIX^e Rayon. — Tous les vendredis à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès.

XX^e Cellule. — Le vendredi à 20 h. 30, réunion cellule, 44, rue du Borrego. Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, rue du Borrego pour vente du journal.

BANLIEUE
CHOISY-LE-ROI. — Permanence tous les dimanches matin, 10 heures à midi, au café, 9, rue Carnot.

SAINT-DENIS. — Tous les jeudis, à 21 heures, 38, boulevard Jules-Guesde, réunion cellule.

Sceaux. — Tous les mardis réunion de cellule à 20 h. 45. Lieu habituel.

JUVISY-SUR-ORGE. — Les journaux La Lutte Ouvrière et Révolution sont en vente au kiosque, face la gare, côté caïrie, à Juvisy.

CELLULE DE LEVALLOIS. — Levallois : réunion mercredi à 20 heures 30, chez Jean-Jean, 73, rue de Valier.

PROVINCE
NOUZONVILLE. — Pour tous renseignements, écrire à Michon, à Levrézy et à Marchal, à Nouzonville.

MARSEILLE. — Rayon P. O. I. Permanence tous les dimanches, de 11 heures à midi, Civette Noailles, 16, Marché des Capucines.

LYON. — P. O. I., permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, rue d'Alger (à 15 minutes de la gare de Perrache). Réunion du rayon tous les vendredis au même lieu.

TOULON. — Permanence tous les samedis à partir de 20 heures, à la Vivette Louis, Place Puget.

AMIENS. — Permanence au Foyer du Front populaire, 14, place Vogel, Amiens, le samedi, de 17 à 20 heures.

NIMES. — La Lutte Ouvrière est en vente régulièrement au Tabac-Journaux, 38, boulevard Victor-Hugo. Tabac-Journaux, 80, boulevard Gambetta.

VILLEURBANNE. — Réunion cellule dimanche, 149, rue F.-de-Pressensé, café Boule Pressensé.

J.S.R.
COMITE REGIONAL PARISIEN.
— Tous les mardis, 21 heures, au local.

IV^e Cellule. — Tous les vendredis, de 21 heures à 23 heures, 48, rue des Archives.

XII^e Cellule. — Tous les mercredis, 219, faubourg Saint-Antoine.

XIII^e Cellule. — Tous les vendredis, 173, boulevard de la Gare.

J. S. R. 17^e Cellule, Batignolles. — Tous les jeudis « Maison des Campeurs », 123, avenue de Clichy.

J. S. R. 17^e Cellule, Epinettes. — Tous les vendredis (même adresse).

XIX^e Cellule. — Tous les mercredis, à 21 heures, aux « Editions Populaires », 152, avenue Jean-Jaurès (19^e). Rendez-vous : Dimanche matin, 9 heures, vente du journal au 6, place du Combat (19^e).

XX^e Cellule. — Tous les mercredis, 44, rue de Borrego.

COLOMBES. — Tous les vendredis, 15, rue Henri-Barbusse.

LYON. — Permanence tous les samedis de 15 h. à 19 h., au siège, 17, rue d'Alger.

COMITE DE REDACTION

La réunion du comité de rédaction aura lieu dorénavant tous les samedis à 5 heures. Chaque rayon peut désigner un camarade pour participer au comité de rédaction. Prière aux camarades qui envoient des articles d'écrire lisiblement et sur un côté de la page. Ne pas écrire au crayon.